

La réduction des inégalités ne doit pas être traitée de façon idéologique et sectaire

Les Rencontres d'Aix en Provence ont été centrées cette année sur le thème « A la recherche de nouvelles formes de prospérités » avec notamment une des tables rondes consacrées au sujet « D'un monde d'inégalités à un monde de solidarités ». En avant première, le journal « Le Monde » pour présenter ces rencontres nous avait expliqué que « les inégalités sont exacerbées dans les pays développés » en laissant croire que les inégalités avaient explosé en France . C'est tout simplement totalement inexact, car la part des salaires dans la valeur ajoutée est stable depuis 20 ans à un niveau élevé de 67%. Ce ne sont pas les profits des « riches » mais l'Etat qui a spectaculairement accru ses prélèvements sur la valeur ajoutée. Ce n'est pas du tout la même façon de décrire la réalité.

D'ailleurs, il suffit de regarder l'évolution du coefficient Gini qui décrit l'évolution des inégalités de revenus dans chaque pays. On constate qu'en France entre 1995 et 2014, il est passé de 0,28 à 0,29. Il a donc très peu monté pour une raison simple, c'est que la politique fiscale pratiquée en France a obligé de nombreux français à émigrer sous des cieux fiscalement plus cléments. Le vrai scandale en France n'est pas uniquement qu'il y ait trop de pauvres, mais peut être pas assez de riches.

La réalité, n'en déplaise à Monsieur Piketty, c'est que les inégalités dans le monde diminuent depuis une vingtaine d'années. Cela est du surtout aux performances des pays émergents

La justice fiscale de Thomas Piketty repose sur une analyse marxiste

Thomas Piketty, l'économiste qui a séduit la gauche française et américaine, avec son dernier livre « Le capital au XXIème siècle » est le grand support intellectuel de tous ceux qui dénoncent les rendements des fortunes élevées, tout en condamnant la retraite par capitalisation. Ils semblent oublier qu'entre 1990 et 2010, environ 700M de personnes ont quitté la grande pauvreté grâce à l'économie de marché.

L'analyse de Thomas Piketty repose sur une série de présupposés idéologiques

extrêmement naïfs et irrationnels. Le plus contestable étant que « L'impôt n'est juste que s'il est progressif ». En effet, adoptant la conception du manifeste communiste de Marx, Piketty tient pour acquis que l'impôt ne sert pas tant à payer à leur juste prix les services rendus par l'État, qu'à réduire les inégalités sociales. L'impôt pris au « riche » selon lui a pour seul but de le rendre plus pauvre. C'est un impôt sans contrepartie. Symétriquement, les « pauvres » ont le droit de recevoir de l'argent de l'État, non pas en échange d'un travail, mais simplement au titre d'une compensation de leur pauvreté relative. Spoliation d'un côté, assistanat de l'autre, voilà la justice fiscale selon Thomas Piketty.

Dans les pays qui mettent en pratique les idées qu'il préconise (Cuba, Venezuela ou Corée du

Nord), on constate qu'il y a peu de candidats à l'immigration...

La société française est rongée par le corporatisme et l'étatisme. Le premier engendre des inégalités et des rentes de situation au profit de certains groupes. Le deuxième affaiblit la société civile et suscite des formes diverses de corruption pour tourner les règles ou en tirer parti. Tous deux nourrissent un climat de défiance qui, tout à la fois, réduit le bien-être et la croissance, accroît le chômage, accentue la demande d'Etat au détriment de l'adhésion syndicale, et suscite grogne et passe-droits.

La gauche doit cesser d'être sectaire et keynésienne

La gauche a imposé un climat sectaire où l'on ne pouvait plus rien dire, pas même que l'on voudrait un meilleur contrôle des deniers publics et une école qui veille à la transmission du savoir. On ne pourra pas améliorer les conditions de vie du plus grand nombre si l'on continue à cultiver le clientélisme en faveur des fonctionnaires et des associations bien pensantes subventionnées...

Pour corriger les inégalités il faut réformer l'économie dans le sens d'une compétitivité accrue et loin des dogmes keynésiens. Le système français de protection sociale a permis de lutter contre la pauvreté et d'amortir les effets les plus durs de la crise déclenchée en 2008. Mais, bâti sur le modèle d'un homme chef de famille ayant à charge femme et enfants, il entérine les inégalités entre les sexes et néglige, voire pénalise, les évolutions de carrière.

Une révision générale des politiques publiques de réduction des inégalités s'impose. La redistribution aveugle doit marquer une pause, car elle relève d'un interventionnisme brouillon qui a pour effet d'augmenter les dépenses publiques, les prélèvements obligatoires et le poids des réglementations. Il ne s'agit pas comme on le pense souvent que chacun récupère sa « part de rente »

La droite doit revendiquer clairement les idées libérales

La droite se laisse dicter ses valeurs par la gauche, depuis des décennies, délaissant les siennes qui sont pourtant celles du véritable humanisme. Elle a laissé la gauche se parer de vertus et présenter en permanence la droite toujours couverte d'opprobre.

La droite défend mal le libéralisme et ne répond pas aux accusations portées à son encontre : égoïsme, individualisme outrancier, précarité salariale, pauvreté, inégalités, etc...sont des accusations injustes. Il faudrait réhabiliter le libéralisme comme option politique crédible car c'est une entreprise de salubrité publique .

La droite antilibérale ressurgit régulièrement, depuis le général Boulanger jusqu'au Front National en passant par les ligues et les mouvements des années 30. Le plus intéressant a été le « Parti Social Français » mouvement de masse du Colonel François de La Roche qui

rassemblait jusqu'à 1M d'adhérents en 1939... La droite classique française est anti-libérale, le monde médiatique et éducatif dont elle fait partie aussi. L'antiaméricanisme de toute une partie de la société française nourrit en permanence l'anti-libéralisme.

La droite compte sur l'Europe pour encadrer un peuple ingouvernable, mais cette défausse lui enlève la base de légitimité qui lui restait et la laisse désarmée devant les dérives de l'égalitarisme de gauche ...

Il faut ensuite recadrer le discours politique pour faire sa place à l'entreprise. Les français doivent comprendre qu'il n'y a pas de contradiction entre l'ouverture au monde et la lutte contre les inégalités ... Il ne faut plus avoir peur de la mondialisation et cesser le plus vite possible de désigner l'extérieur, l'étranger, la mondialisation comme la cause de tous les malheurs français...

L'innovation est le moteur du capitalisme et du progrès en général. Les entrepreneurs sont les agents de ces innovations. Les inégalités et les turbulences sont un faible prix à payer pour assurer le progrès matériel.

L'apprentissage doit jouer son rôle d'ascenseur social, son essor dans les études supérieures reproduit, voire accentue, les inégalités. Il faut donc concentrer l'aide publique là où elle est efficace et équitable, c'est-à-dire dans le second cycle de l'enseignement secondaire. C'est un objectif primordial en France, où 120 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire avec au mieux le brevet des collèges. Pour y parvenir, il est nécessaire de modifier le financement des formations en alternance et la gouvernance de l'enseignement professionnel.

La social-démocratie ne doit pas oublier la fable de Mandeville

La social-démocratie a été pratiquée depuis cinquante ans par tous les gouvernements des pays démocratiques de droite et de gauche. C'est le tableau de l'élite dirigeante du haut de son pouvoir et en vertu des connaissances qu'elle s'attribue qui prétend se substituer aux décisions individuelles des citoyens.

La fracture n'est plus tant entre la gauche et la droite qu'entre les classes dominantes indifféremment de droite et de gauche et les classes populaires. La précarisation de la France périphérique est aux antipodes du Boboland.

Gauche et droite se flattent d'être à la fois libérales et sociales alors que nos énarques s'enrichissent en devenant des vedettes du CAC 40, nos cadres ont les 35 heures et nos pauvres ont le smic et le RSA...

L'excès de morale peut tuer les abeilles

La Fable de Mandeville. « **Vices privés, vertus publiques** » (1714) est peut être une source d'inspiration pour réconcilier dans une démarche macronienne « en même temps et la droite et

la gauche ». Il s'agit d'une ruche où les abeilles ne font que poursuivre leurs fins personnelles les plus ignobles. C'est un tableau de la société anglaise de l'époque où les avocats, les hommes politiques, les banquiers ne sont que des abominables personnages visant exclusivement leurs intérêts personnels. Du point de vue de l'ensemble cela marche fort bien. Les bourgeois avides de luxe font vivre drapiers, tisserands, marins et serviteurs à foison. Au bout du compte cette ruche pleine de péchés et d'inégalités est insolemment prospère. Jusqu'au jour où la plus corrompue des abeilles dit "Ah comme ce serait bien si nous étions vertueuses". On met alors en place son programme et progressivement la ruche décline. Tous les métiers qui vivaient du luxe et de la richesse des notables finissent dans la faillite et le chômage. Une fable à méditer au moment où la transparence et la morale envahit la vie politique. Pendant vos vacances n'hésitez surtout pas à écouter les paroles profondes de la chanson de Bourvil « Les abeilles » Bzz..., Bzz..., Bzz...

<https://www.youtube.com/watch?v=jtGbVoeuv0s>